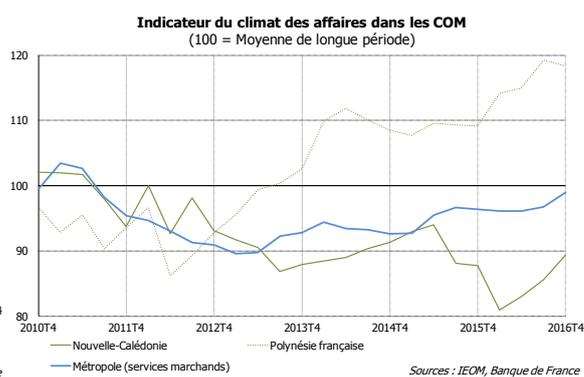
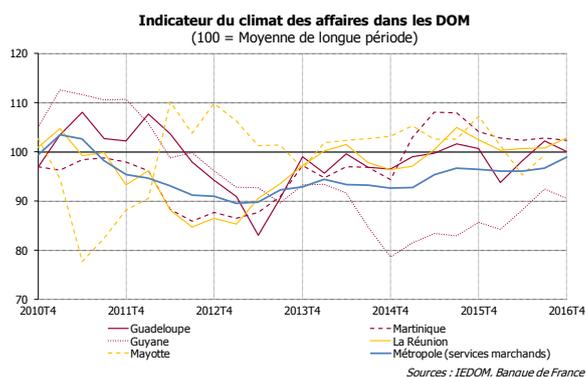




La conjoncture Outre-mer en 2016 : L'amélioration se confirme

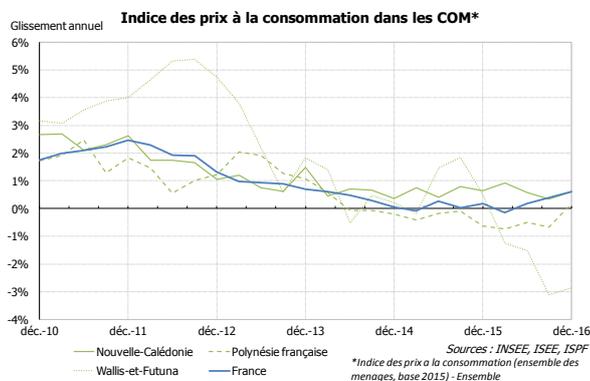
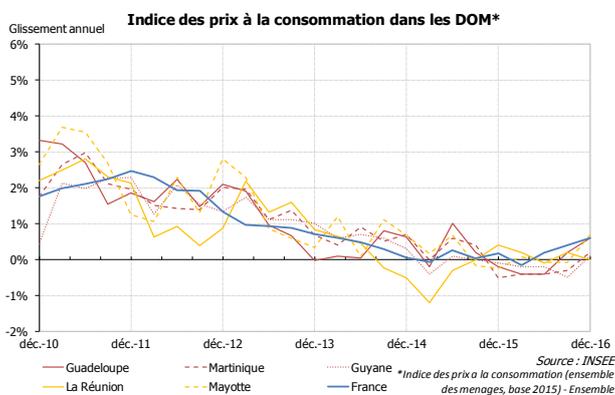
BONNE ORIENTATION DU CLIMAT DES AFFAIRES



Le climat des affaires reste globalement bien orienté dans les DOM et collectivités françaises de la zone euro¹, en 2016. À La Réunion, à la Guadeloupe, il se maintient à un niveau proche de celui observé en 2015, prolongeant la dynamique impulsée depuis 2013, traduisant ainsi un contexte économique favorable dans lequel les fondamentaux de l'économie s'améliorent. À la Martinique, l'ICA demeure supérieur à sa moyenne de longue période tout au long de l'année. À Mayotte, le climat des affaires affiche un bilan mitigé sur l'année, mais l'indicateur reste résilient, renouant avec sa moyenne de longue période. En Guyane, l'ICA demeure à l'inverse éloigné de sa moyenne de longue période signe d'une confiance des chefs d'entreprise toujours dégradée.

Dans les COM du Pacifique, les évolutions sont plus contrastées. En Polynésie française, l'amélioration observée depuis deux ans se confirme en 2016. L'indicateur du climat des affaires, qui retrouve des niveaux non atteints depuis dix-sept ans, illustre la confiance retrouvée des chefs d'entreprise. Après des signes d'essoufflement en 2015, l'économie de la Nouvelle-Calédonie continue de souffrir de la faiblesse durable des cours du nickel. La confiance des chefs d'entreprise, tombée à un plus bas historique en début d'année en raison des craintes sur la pérennité de l'activité de certaines industries métallurgiques, s'est néanmoins progressivement restaurée. À Wallis-et-Futuna, l'année 2016 se caractérise par une reprise de l'investissement des entreprises.

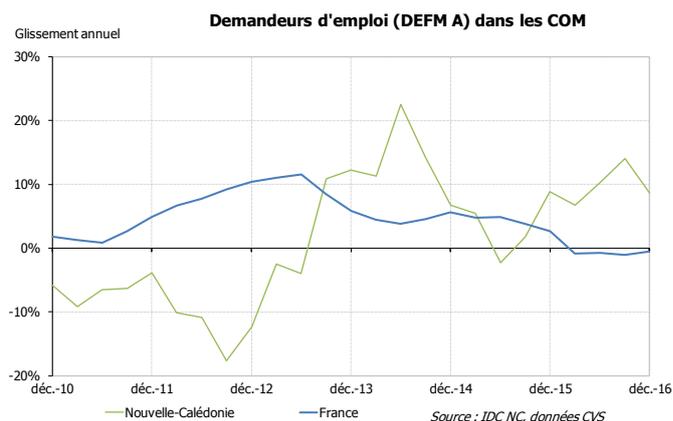
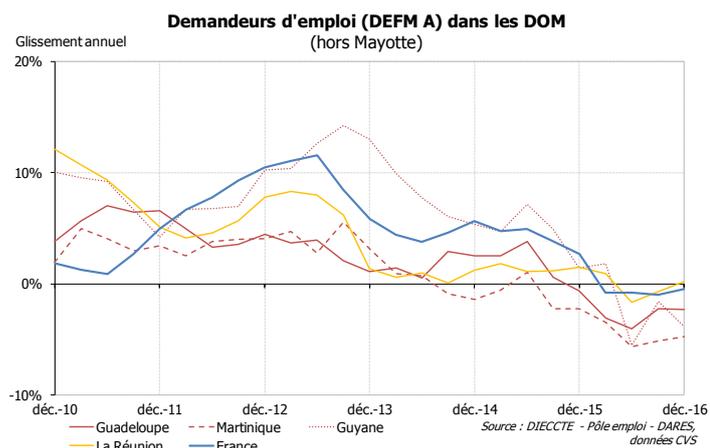
STABILISATION DES PRIX



Après la phase de ralentissement observée depuis le début de la décennie, les prix se sont stabilisés en 2016 dans l'ensemble des DOM en raison du redressement du prix des matières premières au deuxième semestre. En Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française, le dispositif public de prix administrés a favorisé la décélération des prix sur la période récente tandis qu'à Wallis-et-Futuna, la péréquation tarifaire de l'électricité mise en place a continué d'accompagner la baisse des prix.

¹ Par commodité, les collectivités françaises de la zone euro sont rattachées aux DOM dans cette note.

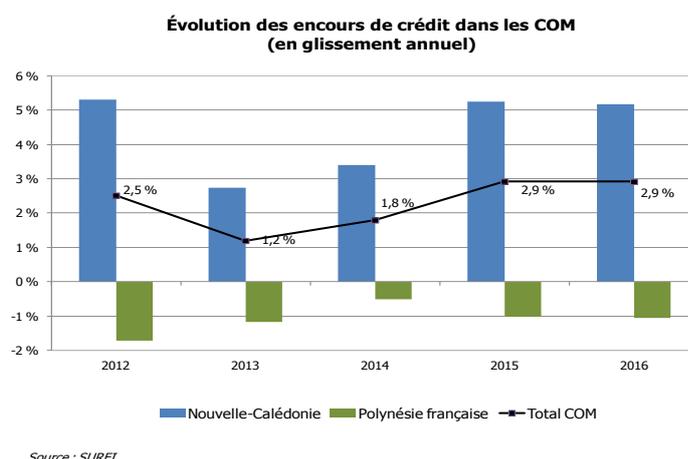
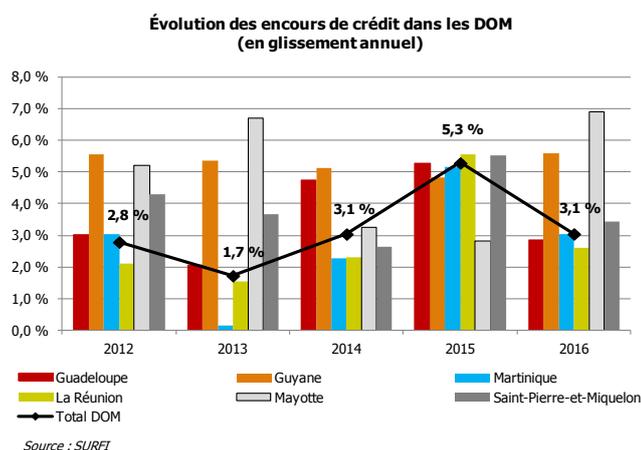
LE REDRESSEMENT DU MARCHÉ DU TRAVAIL SE POURSUIT



Dans les DOM, l'amélioration du marché du travail se poursuit. Une diminution du nombre de demandeurs d'emploi est enregistrée à la Guadeloupe, à la Martinique et en Guyane. Le marché du travail demeure également très bien orienté à Saint-Pierre-et-Miquelon. À La Réunion, la demande d'emploi se stabilise, notamment grâce à la mise en place de dispositifs d'aides de l'État (les contrats « Embauche PME » et le plan « formations supplémentaires »). Mayotte devient en revanche le département français où le taux de chômage est le plus élevé. Cette détérioration du marché de l'emploi mahorais est toutefois à mettre en lien avec la formalisation progressive de celui-ci. Au regard de la Métropole, le nombre de demandeurs d'emploi demeure proportionnellement élevé dans l'ensemble des DOM. Le taux de chômage moyen en 2015 oscillait entre 18,9 % à la Martinique et 24,6 % à Mayotte, contre 10,1 % en France hexagonale.

Le taux de chômage reste également élevé dans les COM du Pacifique², avec des évolutions récentes des marchés du travail dans les collectivités françaises du Pacifique qui laissent apparaître des trajectoires divergentes. En Polynésie française, l'emploi s'affermite : l'indice de l'emploi salarié, qui reculait de 1,1 % en moyenne annuelle sur la période 2011-2015, augmente de 3,6 % sur un an à fin décembre 2016. À l'inverse, en Nouvelle-Calédonie, les tensions s'intensifient, avec un écart toujours croissant entre le nombre de demandeurs et les nouvelles offres déposées. Le nombre d'emplois salariés diminue de 1 % en moyenne annuelle. À Wallis-et-Futuna, l'emploi se stabilise, la progression des emplois publics compensant la contraction observée dans le secteur privé.

UNE ACTIVITÉ DE CRÉDIT DYNAMIQUE



Au 31 décembre 2016, l'ensemble des concours bancaires consentis aux agents économiques des DOM atteint 44,2 milliards d'euros. L'encours des crédits brut enregistre une hausse de 3,1 % sur un an, après une augmentation de 5,3 % en 2015.

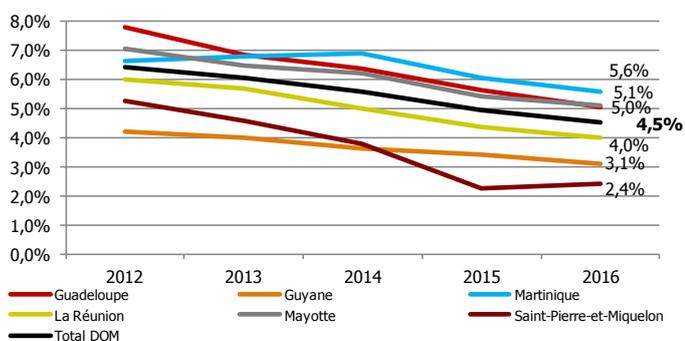
Les ménages représentent 39,5 % de l'ensemble des concours sains accordés aux agents économiques des DOM. Leur encours progresse de 4,4 % à fin 2016 (contre +6,9 % l'année précédente), constituant le premier facteur de la croissance de l'encours total. Les encours de crédit aux entreprises (43,8 % de l'encours) se sont inscrits en hausse de 3,7 % sur un an. L'encours sain des collectivités locales (12,1 % des concours bancaires des DOM) est en revanche quasi stable sur l'année (-0,1 % au 31 décembre 2016).

² Les dernières données disponibles pour le taux de chômage portent sur 2014 pour la Nouvelle-Calédonie (14,7%) et 2012 pour la Polynésie française (21,8%)

Dans les COM du Pacifique, la poursuite de la hausse de l'encours de crédit en Nouvelle-Calédonie (+5,2 %), soutenue par les crédits aux collectivités locales (+26,6 %) et aux ménages (+4,6 %) explique la stabilité du rythme d'augmentation de l'encours de crédit observée sur l'ensemble de la zone (+2,9 %), alors que les deux autres géographies connaissent des évolutions inverses : la Polynésie française voit ses crédits diminuer de 1,1 % et Wallis-et-Futuna de 9,6 %.

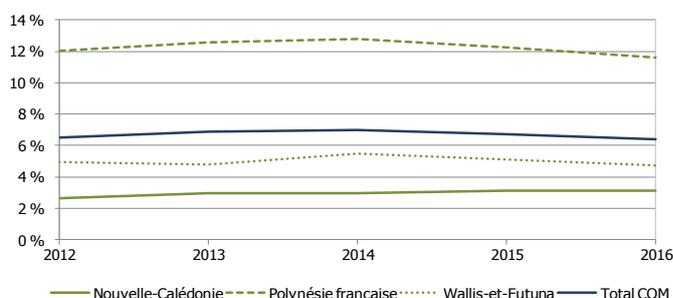
LA QUALITÉ DES PORTEFEUILLES DE PRÊTS S'AMÉLIORE

Évolution du taux de créances douteuses des établissements de crédit locaux



Source : SURFI

Évolution du taux de créances douteuses des établissements de crédit locaux



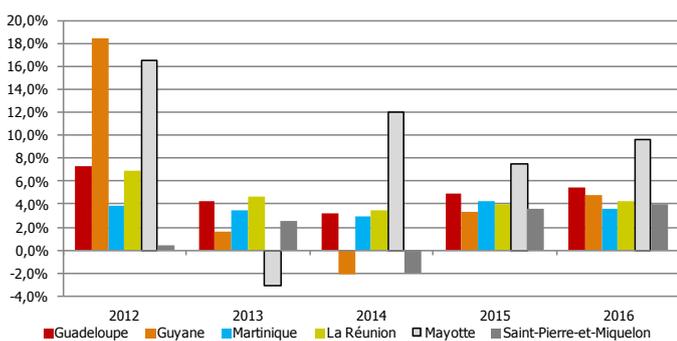
Source : SURFI

La qualité des portefeuilles de prêts des banques locales des DOM s'améliore depuis plusieurs années avec un taux de créances douteuses (également appelé « sinistralité ») de 4,5 % en 2016 (contre 4,9 % en 2015 et 5,6 % en 2014). La sinistralité est plus faible à Saint-Pierre-et-Miquelon et en Guyane (respectivement 2,4 % et 3,1 %) et plus élevée dans les Antilles (5,6 % en Martinique et 5 % en Guadeloupe).

Dans les COM du Pacifique, les taux de créances douteuses sont en recul, mais restent en moyenne plus élevés que ceux des DOM, à l'exception de la Nouvelle-Calédonie qui enregistre une sinistralité historiquement très faible (3,1 %). La Polynésie française a le taux de créances douteuses le plus élevé des Outre-mer, à 11,6 %.

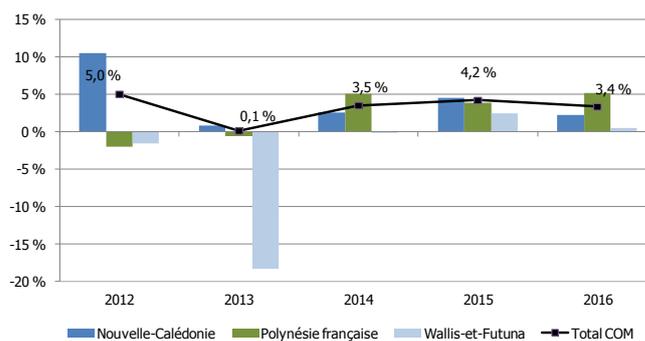
PROGRESSION DE L'ÉPARGNE FINANCIÈRE

Évolution des actifs financiers dans les DOM (en glissement annuel)



Source : SURFI

Évolution des actifs financiers dans les COM (en glissement annuel)



Source : SURFI

Au 31 décembre 2016, le total des actifs financiers collectés par les établissements de crédit³ des départements et collectivités d'outre-mer (DCOM) s'établit à 31,9 milliards d'euros. Les actifs financiers affichent un rythme de croissance dynamique, avec +4,6 % sur un an, après +4,3 % en 2015. La progression observée est principalement tirée par les dépôts à vue (+13,5 %) et l'épargne à long terme (+2,4 %).

Dans les COM du Pacifique, l'épargne collectée par les établissements locaux s'élève à 1 334 milliards de F CFP. L'encours des actifs financiers continue de croître de manière dynamique (+3,4 %), après avoir enregistré une hausse de 4,2 % en 2015. Cette dynamique s'observe dans toutes les géographies, même si le rythme est moins soutenu à Wallis-et-Futuna (+0,4 %) qu'en Nouvelle-Calédonie (+2,2 %) et en Polynésie française (+5,1 %). L'épargne globale est principalement constituée de dépôts à vue (40 %) et de dépôts à terme (23 %).

³ Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques soit auprès des établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit auprès de ceux n'en détenant pas (établissements de crédit non installés localement dits ECNIL).

CONJONCTURE PAR GÉOGRAPHIE

Guadeloupe : l'activité reste bien orientée

Après l'accélération de la croissance observée en 2015 (+1,9 % en volume), les signes d'amélioration semblent se confirmer sur l'année 2016. Le climat des affaires est globalement bien orienté et a renoué au second semestre avec les hauts niveaux de 2012.

Cette dynamique s'appuie sur une demande intérieure en progression. La consommation des ménages s'est inscrite en hausse, dans un contexte de stabilité des prix. De même, l'investissement augmente sur l'année. Par ailleurs, le montant des échanges avec l'extérieur s'est contracté, sous l'effet de la baisse des prix de l'énergie. Dans ce contexte plutôt favorable, le marché de l'emploi montre des signaux encourageants. Le nombre de demandeurs d'emploi diminue alors que l'offre est en légère progression.

L'évolution de l'activité est hétérogène selon les secteurs. Les secteurs du primaire, du tourisme et du commerce automobile affichent de bonnes performances alors que le BTP reste en difficulté, malgré un frémissement sur le marché immobilier. L'activité des autres services marchands, de l'industrie et du commerce (hors automobile) est relativement stable.

L'activité bancaire reste en progression, tant en matière d'octroi de crédits que de collecte de dépôts. Cette évolution est notamment soutenue par le segment des entreprises, dynamique sur l'année.

Martinique : à la recherche d'un nouveau souffle

Si les signes d'une véritable relance se font encore attendre en 2016, l'économie martiniquaise maintient cependant une trajectoire positive. En particulier, l'indicateur du climat des affaires parvient à se maintenir au-dessus de sa moyenne de longue période sur tout l'exercice.

Dans un contexte macroéconomique caractérisé par une stabilisation des prix et une baisse du nombre de demandeurs d'emploi, la consommation des ménages conserve un rythme de croissance positif. L'investissement des entreprises s'inscrit toujours en hausse et les échanges commerciaux progressent.

Cette tendance masque toutefois des disparités sectorielles. L'agriculture est fragilisée par les intempéries de fin d'année, tandis que le BTP et l'industrie font face à des difficultés croissantes. A contrario, le secteur agroalimentaire enregistre, comme en 2015, des résultats encourageants, et les activités tertiaires sont globalement bien orientées. L'activité commerciale est stable tandis que le tourisme gagne en vigueur.

L'activité de financement demeure soutenue, reflet du maintien d'un cycle économique positif. Les encours bancaires de crédits à la consommation des ménages et de crédits d'investissement des entreprises sont particulièrement dynamiques.

Guyane : une amorce de reprise dans un contexte structurellement fragile

L'année 2016 marque une amorce de redressement du climat des affaires, même si l'indicateur fléchit en fin d'année. Dans un contexte d'inflation quasi nulle et de prémices d'amélioration du marché du travail, la consommation des ménages et les échanges extérieurs progressent. Tous les secteurs ne profitent pas de cette amélioration : les secteurs spatial, aurifère et agricole sont dynamiques, mais le bilan est plus mitigé pour le BTP. Dans ce contexte, l'encours de crédit des banques a néanmoins continué de progresser, principalement porté par les crédits octroyés aux entreprises et aux ménages.

Le redressement conjoncturel n'est cependant pas suffisant pour répondre aux difficultés économiques auxquelles la Guyane est structurellement confrontée. Les décisions prises par les pouvoirs publics suite à la crise sociale du premier trimestre 2017 pourraient accélérer les mutations nécessaires. Néanmoins, le blocage de l'économie durant plusieurs semaines risque d'avoir des conséquences sur l'activité en 2017 et de fragiliser le tissu économique.

CARAÏBES : DES PERSPECTIVES PLUS FAVORABLES

La Banque caribéenne de développement (BCD) estime à +1,7 % la croissance du PIB en 2017 pour l'ensemble de ses 19 membres emprunteurs, celle-ci étant soutenue par le tourisme et la construction. La région devrait ainsi renouer avec la croissance, après une année 2016 globalement défavorable (-0,9 %), mais contrastée selon la position à l'exportation des pays. Ceux dépendant de l'exportation de matières premières (Trinidad-et-Tobago et le Suriname en premier lieu), dont les cours ont chuté en 2016, ont traversé l'année avec plus de difficultés que ceux tournés vers le tourisme et les services.

La République dominicaine demeure en 2016 l'économie la plus dynamique de la région, avec une croissance du PIB estimée à 6,6 % par sa banque centrale, l'ensemble des activités économiques ayant contribué à cette hausse.

Sources : FMI, BCD

Saint-Pierre-et-Miquelon : une activité économique soutenue par la consommation, mais l'investissement marque le pas

L'année 2016 confirme le diagnostic établi en 2015 d'une activité économique soutenue par la consommation des ménages. La plupart des indicateurs macroéconomiques sont bien orientés.

La consommation des ménages - qui demeure le principal moteur à la croissance - est soutenue par l'amélioration du pouvoir d'achat des ménages liée à la baisse des prix, en lien avec l'évolution des cours du pétrole. Parallèlement, la demande intérieure bénéficie de la très bonne orientation du marché du travail.

Cependant, en dépit d'un environnement de taux bas, les entreprises affectent en priorité leurs profits à l'épargne au détriment de l'investissement en raison de perspectives de développement limitées, sur un marché intérieur restreint. L'enjeu pour l'archipel est de trouver des relais de croissance, propres à fournir de nouvelles opportunités de développement aux entreprises.

Sur le plan sectoriel, les résultats sont contrastés : le BTP a souffert d'un recul de la commande publique, la pêche d'une campagne écourtée, tandis que le secteur touristique enregistre des résultats encourageants.

La Réunion : le dynamisme perdure, mais quels relais futurs ?

L'année 2016 confirme l'amélioration de l'économie réunionnaise dans un environnement conjoncturel bien orienté. L'embellie qui s'est dessinée en 2013, puis a pris forme en 2014, se consolide. Le climat des affaires se maintient au niveau de sa moyenne de longue période, correspondant à un contexte économique favorable. Néanmoins, des signes de plafonnement et de tassement de certains moteurs de la croissance apparaissent, notamment ceux liés à des leviers temporaires ou exceptionnels tels que les taux bas, la faible inflation et même l'effet du chantier de la Nouvelle route du littoral. L'enjeu consiste donc à activer des moteurs de relais suffisamment robustes pour maintenir ce rythme de croisière ou tout au moins éviter un ralentissement.

En 2016, la consommation des ménages reste soutenue et l'investissement frémit, laissant entrevoir des effets d'entraînement auto-entretenus, capables d'enclencher une baisse du chômage. La croissance de l'emploi et de la masse salariale se poursuit, à bon niveau. Du côté du commerce extérieur, les échanges sont dynamiques.

L'amélioration est constatée dans tous les secteurs. Si les signaux pour 2017 semblent de bon augure, les craintes sur la conjoncture internationale et l'attentisme liés aux élections nationales pourraient peser sur la tendance.

L'activité bancaire s'est de nouveau renforcée en 2016, dans un contexte de conditions financières exceptionnellement accommodantes et d'un environnement conjoncturel bien orienté. Le modèle de la banque de détail continue de s'adapter aux contraintes réglementaires et prudentielles et de se transformer face à l'univers de taux bas et à l'émergence de la banque digitale. L'arrivée de nouveaux acteurs (Compte nickel, Orange bank, assureurs, crowdfunding) et la fusion entre la CEPAC et la BR transforment le paysage bancaire.

Mayotte : à la recherche de relais de croissance

L'économie mahoraise est entrée en 2016 dans une période d'attentisme et peine à trouver les leviers sur lesquels s'appuyer afin de relancer l'activité et redonner confiance aux entreprises. Les projets publics ne se concrétisent pas dans les délais prévus et le secteur privé reporte ses investissements dans l'attente de retrouver davantage de visibilité. Ainsi, après un bon début d'année, le climat des affaires retombe dans l'incertitude. Les entreprises font toutefois preuve de résistance et parviennent à retrouver une timide confiance en fin d'année, notamment en lien avec les mesures prises pour lutter contre l'insécurité. La consommation des ménages demeure le seul relais dynamique qui soutient l'activité, malgré la hausse des prix enregistrée sur l'année. La progression des importations, bien que ralentie par rapport à 2015, est ainsi portée par les produits destinés aux ménages. Le processus de « formalisation » du marché de l'emploi entamé ces dernières années se poursuit, d'où la hausse de la demande d'emploi. Toutefois, l'offre d'emploi demeure faible.

Les chefs d'entreprise du secteur du commerce jugent leur activité dégradée en fin d'année, tandis que ceux des services marchands portent un regard plus favorable. Le constat reste contrasté dans le BTP, où les professionnels ont manifesté un sentiment mitigé et volatil toute l'année.

Dans ce contexte d'attentisme, le financement de l'économie par le système bancaire se maintient en 2016, soutenu par la bonne tenue des crédits accordés aux ménages et des crédits immobiliers des entreprises. Par ailleurs, la collecte d'épargne s'accélère en 2016, portée par le dynamisme des dépôts à vue. Enfin, la qualité du portefeuille des établissements de crédit locaux s'améliore avec un léger repli du taux de créances douteuses.

OCÉAN INDIEN : UNE CONJONCTURE FAVORABLE POUR UNE PARTIE DES ÉCONOMIES RÉGIONALES

La croissance économique mauricienne reste bien orientée en 2016, avec une hausse de 3,5 % du PIB en volume selon les estimations du bureau des statistiques (+3,0 % en 2015). L'investissement repart à la hausse après plusieurs années consécutives de contraction et la consommation finale reste soutenue. Dans ce contexte, la Banque centrale maintient son taux directeur à +4,0 % en février 2017. À Madagascar, l'activité économique est soutenue par le dynamisme de l'investissement et de la consommation, tous deux, dynamiques. L'encours de crédits du secteur privé progresse de 8,2 % à fin décembre 2016 sur un an et les ventes de véhicules augmentent de deux tiers. Parallèlement, la demande extérieure s'inscrit en forte hausse : +12,6 % pour les exportations de biens et +18,4 % pour la fréquentation touristique. Aux Comores, la situation économique s'améliore avec un taux de croissance estimé à 2,2 % par la Banque centrale des Comores (+1 % en 2015).

Aux Seychelles, l'activité économique ralentit sensiblement en 2016 avec une croissance du PIB de +1,5 % en moyenne sur un an après +5,0 % en 2015, en lien avec un début d'année difficile dans le secteur du tourisme. La fréquentation touristique s'est toutefois redressée, pour dépasser la barre symbolique des 300 000 touristes sur l'année, soit une augmentation de 9,9 % par rapport à 2015. En Afrique du Sud, l'activité économique demeure morose, en raison d'une consommation atone et des investissements en berne. La croissance est estimée à +0,3 % en 2016 sur un an, contre +1,3 % en 2015 et +0,5 % en 2014. Malgré ce contexte, face à l'affaiblissement de sa devise et aux risques inflationnistes, la Banque centrale a augmenté son taux directeur de 6,25 % à 7,0 % au cours du premier trimestre 2016, puis l'a maintenu inchangé. Les agences de notations ont dégradé leur note (Moody's en 2016 et Fitch et Standard & Poor's en 2017,) suite au dernier remaniement gouvernemental.

Sources : Banques centrales, institutions nationales.

Nouvelle-Calédonie : une année de contraste

L'année 2016 marque un record historique en termes de production pour la filière nickel, qui a contribué à la nette amélioration du taux de couverture des importations par les exportations (+7 points, à 53 %). Pour autant, la faiblesse durable des cours en fait également une nouvelle année de pertes record pour la filière. Cette conjoncture du nickel constitue la première cause de l'inflexion du climat des affaires enregistrée au premier trimestre 2016. La confiance des entrepreneurs était tombée à un plus bas historique, en raison des craintes sur la pérennité d'activité des industries métallurgiques. À partir du milieu de l'année, alors que chaque métallurgiste confirmait tour à tour son engagement, le climat des affaires remontait progressivement.

Dans ce contexte, et peut-être également en lien avec les différentes échéances institutionnelles, les ménages semblent avoir été plus enclins à l'épargne qu'à la consommation. Cette dernière marque le pas en 2016, dans un contexte d'inflation globalement maîtrisée. Les tensions sur le marché de l'emploi se sont poursuivies, avec un emploi salarié qui s'infléchit et un écart croissant entre offre et demande d'emploi.

Sur le plan sectoriel, les professionnels du tourisme décrivent une année globalement favorable, la fréquentation touristique et le nombre de croisiéristes atteignant cette année un nouveau record. Le secteur primaire et celui du BTP ont suivi la conjoncture baissière en début d'année, puis plus favorable au cours du deuxième semestre. Les secteurs du commerce et de l'industrie ont souffert de l'atonie de la consommation.

L'activité bancaire enfin a bénéficié d'une épargne en hausse et d'un crédit immobilier dynamique, dans un contexte de risques maîtrisés.

Polynésie française : la reprise se confirme

Les signes d'amélioration observés depuis deux ans se sont consolidés en 2016 en raison d'une reprise de l'économie polynésienne plus marquée, d'un investissement des agents économiques plus dynamique et d'un marché du travail plus vigoureux, qui dope la consommation des ménages.

La confiance retrouvée des chefs d'entreprise se lit dans l'évolution du climat des affaires, qui remonte jusqu'à des niveaux non atteints depuis dix-sept ans. La majorité des secteurs est concernée, à l'exception du BTP et du primaire.

Cependant, l'activité bancaire est encore en décalage : alors que les dépôts des agents économiques progressent significativement, atteignant des niveaux records, l'encours des crédits enregistre un léger tassement, l'octroi de nouveaux financements étant entravé par l'insuffisance de contreparties solvables. En effet, la proportion d'entreprises favorablement cotées, 38 % du total en 2016, est encore loin des niveaux d'avant la crise (65-70 %).

Wallis-et-Futuna : accroissement de la consommation des ménages

L'année 2016 se caractérise par une nouvelle croissance de la consommation des ménages et par une reprise de l'investissement des entreprises. La baisse des prix de l'énergie, la mesure « bas salaires » mise en application en juillet 2016 ainsi que la hausse de la fréquentation du Territoire ont stimulé la consommation et plus généralement dynamisé l'économie. En rythme annuel, les importations décroissent sur l'année, mais cette évolution apparente résulte de deux événements exceptionnels : l'importation de la

station de base pour l'installation de la téléphonie mobile (277 millions F CFP) en 2015 ainsi que l'absence d'approvisionnement du Territoire en décembre 2016, le cargo n'ayant pas pu accoster.

Les indicateurs de financement de l'économie montrent une croissance des financements accordés aux ménages et la poursuite de la tendance baissière du financement de l'investissement des entreprises par le secteur bancaire. L'investissement immobilier d'entreprises et des particuliers continue de pâtir de l'impossibilité de garantir le foncier et de l'insuffisance de dispositif efficace de garanties alternatives. Dans ce cadre, une régie de recettes auprès du Tribunal de première instance de Mata'Utū devrait être créée au premier semestre 2017.

ZONE PACIFIQUE : INCERTITUDES SUR LA CROISSANCE DE LA ZONE PACIFIQUE

Selon la Banque asiatique du développement (BASD), il est peu probable que les petites économies insulaires du Pacifique soient touchées par l'affaiblissement de la croissance mondiale de 2016. En effet, leurs perspectives se sont légèrement améliorées du fait d'une activité plus dynamique que prévu dans le tourisme, la pêche et la construction.

La croissance du PIB australien est demeurée stable en 2016 à +2,4 % dans un contexte de remontée des cours de matières premières (charbon, minerai de fer).

La Nouvelle-Zélande a connu une forte croissance de son PIB en 2016 (+3,9 % après 3,1 % en 2015), soutenue par une consommation des ménages robuste.

Toutefois, les velléités de protectionnisme de la nouvelle administration américaine, illustrées par le rejet du traité de libre-échange transpacifique (TPP), pourraient avoir une incidence sur la croissance de la région Asie-Pacifique en 2017.

Sources : FMI, BASD

DES PERSPECTIVES 2017 GLOBALEMENT FAVORABLES

L'activité économique aux Antilles en 2017 devrait retrouver son niveau d'avant crise, prolongeant la dynamique positive amorcée en 2015. L'activité de financement devrait demeurer soutenue, en dépit d'un certain attentisme des acteurs. Ceux-ci sont conscients de la nécessité de trouver de nouveaux moteurs de croissance durable, au-delà d'un meilleur développement des potentialités du secteur du tourisme, en tirant parti par exemple des atouts en matière d'économie bleue ou de développement de filières vertes.

En Guyane, en dépit d'une croissance supérieure à celle de la Métropole, celle-ci demeure insuffisante pour répondre aux besoins générés par une démographie galopante (santé, éducation, communication). Les décisions prises début avril par les pouvoirs publics suite à la crise sociale du premier trimestre 2017 pourraient cependant accélérer les mutations. La mise en place d'un plan d'urgence, des accords par filières, et d'un plan de convergence à moyen terme, devraient renforcer les perspectives de croissance et stimuler l'économie. Cependant, à plus court terme, le blocage général de l'activité économique durant plusieurs semaines affectera la croissance en 2017, malgré une année qui s'annonce porteuse pour le secteur du spatial.

Les perspectives économiques dans l'océan Indien continuent d'être différenciées. À La Réunion, les conditions semblent réunies pour permettre une croissance auto entretenue, mais le potentiel d'accélération économique est encore incertain. L'économie mahoraise, contrainte de s'adapter à de nombreux changements institutionnels et législatifs, tarde en revanche à trouver le rythme de croisière qui lui permettrait de tendre vers une croissance durable. Elle devra poursuivre les ajustements et adaptations nécessaires afin de disposer d'un environnement économique capable de soutenir le développement de l'île.

Dans les COM du Pacifique, ainsi qu'à Saint-Pierre-et-Miquelon, l'amélioration conjoncturelle devrait se prolonger.

En Polynésie française, les prévisions de l'enquête de conjoncture de l'IEOM indiquent une activité encore bien orientée pour le début d'année dans la majorité des secteurs, accompagnée d'une consolidation de la situation financière des entreprises. En Nouvelle-Calédonie, l'inquiétude des acteurs économiques, qui s'est nettement intensifiée en 2016 sous l'effet des évolutions du marché mondial du nickel, devrait se dissiper. Le retour progressif d'un climat des affaires moins défavorable annonce ainsi un meilleur départ pour l'année 2017, si toutefois les attitudes attentistes, notamment face aux échéances institutionnelles, ne l'emportent pas. À Wallis-et-Futuna et à Saint-Pierre-et-Miquelon, 2017 se présente comme une année d'ouverture accrue aux flux économiques extérieurs par le biais du secteur du tourisme, de la communication, mais aussi de l'innovation.

CONJONCTURE INTERNATIONALE : UNE AMÉLIORATION EN FIN DE PÉRIODE

En 2016, l'activité économique mondiale s'est légèrement affaiblie, progressant de 3,1 % contre 3,4 % en 2015, selon les dernières estimations du FMI publiées en avril 2017. Dans les pays avancés, la croissance s'établit à 1,7 % contre 2,1 % en 2015 notamment en raison d'une croissance plus faible que prévu aux États-Unis et d'une dégradation des perspectives liée à la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (« Brexit »). La situation économique dans les pays émergents et en développement est demeurée contrastée : en dépit de mesures budgétaires expansionnistes, le ralentissement de l'activité s'est poursuivi en Chine (croissance de 6,7 % après 6,9 % en 2015) en lien avec le repositionnement de son modèle économique au profit de la consommation privée tandis que le Brésil et la Russie ont connu de profondes récessions. Les pays exportateurs de produits de base ont continué de s'ajuster à la détérioration de leurs termes de l'échange.

Aux États-Unis, la croissance a été globalement décevante en 2016 et a atteint son niveau le plus faible depuis 2011 (à 1,6 % après 2,6 % en 2015). Toutefois, le marché du travail est resté dynamique et proche du plein emploi. En zone euro, la reprise a perdu de son élan dans le sillage du vote inattendu en faveur du « Brexit ». Elle a été également affectée par une demande intérieure moins dynamique, qui s'est traduite par un ralentissement de l'investissement dans certains des plus grands pays de la zone. La croissance du PIB y est ainsi passée de +2,0 % en 2015 à +1,7 % en 2016.

De même, l'économie japonaise a légèrement décéléré dans un contexte de renchérissement du yen (+1,0 % en 2016) après 1,2 % en 2015.

L'année 2016 a été également marquée par une dissipation des incertitudes en fin de période. L'affermissement de la demande mondiale, en particulier de l'investissement, le redressement des prix du pétrole à la suite d'un accord entre les pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) pour limiter l'offre et une activité britannique plus résiliente que prévu post-référendum sont autant de facteurs qui devraient influencer positivement la croissance mondiale. Elle devrait donc s'accélérer en 2017 (+ 3,5 %) et en 2018 (+ 3,6 %) selon le FMI.

Source : FMI, données arrêtées à la date du 19 avril 2017